

*Réunion publique tenue à Bruxelles  
de l'organisation terroriste Les Moujahidines du Peuple Iranien*

Le 26 mai 2005

**Question écrite à Monsieur Dewael, Ministre de l'Intérieur.**

Le 25 avril dernier, l'OMPI, l'organisation terroriste Les Moujahidine du Peuple Iranien, a tenu au Théâtre Saint-Michel à Bruxelles une réunion publique qui a rassemblé plusieurs centaines de personnes. Les invitations, qui étaient libellées sous une dénomination de circonstance, étaient d'une transparence d'autant plus flagrante qu'elles renvoyaient à des sites électroniques révélateurs. On doit savoir que l'OMPI est reprise depuis 1997 sur la liste des organisations terroristes du département d'Etat américain et, depuis 2002, sur celle de l'Union Européenne.

On ne peut ignorer qu'il s'agit de terroristes d'une détermination des plus radicales : leur siège européen ayant été perquisitionné en 2003, plusieurs de leurs dirigeants ont été incarcérés et inculpés par la justice française du chef d'association de malfaiteurs dans un but de terrorisme. On se souviendra qu'à cette occasion une dizaine de militants ont, en guise de protestation, été immolés par le feu dans plusieurs villes européennes et, selon certains indices, pas toujours de leur plein gré.

Les militants de l'OMPI en sont membres à vie et, récemment, l'organisation de défense des droits de l'Homme 'Human Watch' a dénoncé les sévices que Les Moujahidine du Peuple Iranien infligent aux membres qui ont des vellétés de dissidence : séquestration, torture, assassinat. En Irak, Saddam Hussein, qui les a utilisés entre autres contre les Kurdes, leur avait concédé une région isolée,. L'OMPI y a installé ses propres communes, presses, bureaux, milices, camps d'entraînement, cliniques, écoles et même prisons, connues pour être des centres de rééducation.

Monsieur le Ministre de l'Intérieur peut-il expliquer

- comment il peut se faire qu'une organisation terroriste patentée arrive à tenir aussi ouvertement une réunion publique à deux pas des institutions européennes;
- si elle fait l'objet d'une surveillance particulière de la part des services belges de lutte contre le terrorisme;

si le gouvernement approuve les parlementaires belges de la majorité qui ont accepté d'assister à cette réunion et lui ont donné l'apparence de la respectabilité : il s'agit de MM Pierre Galand, Patrick Vankrunkelsven et Pierre Malmendier, pour ne pas citer un ancien vice-premier ministre aujourd'hui dans l'opposition.